La cartographie communautaire : Une géographie au service de la résistance

La géographie est une discipline que l'on associe à la mémorisation d'accidents géographiques (montagnes, fleuves, vallées...) et au 'simple' établissement de cartes, que l'on considère généralement comme des représentations fidèles de la réalité et non comme des créations basées sur un point de vue déterminé. D'autre part, mais toujours dans le même contexte, la géographie a toujours été considérée par les États et par le capital comme un savoir stratégique pour « faire la guerre ». D'après le géographe radical Lacoste, cette idée allait bien au-delà du sens strict de « diriger des opérations militaires » : la connaissance de l'espace était associée à la politique dans un sens plus large, étant indispensable pour connaître, organiser et contrôler l'espace et la population sur lesquels l'appareil de l'État exerce son autorité. L'analyse de Lacoste montre que le rôle de la géographie dans le renforcement des États et des entreprises a dépassé le niveau de la connaissance stratégique : à partir de son institutionnalisation (en tant que discipline universitaire et scolaire au XIXe siècle), la géographie a commencé à jouer un rôle fondamental dans le processus de légitimation, dans les imaginaires collectifs, du monopole de l'État en tant qu'ordonnateur du territoire.

Cette perspective empêchait d'avoir une vision totale de l'espace, avec deux conséquences différentes mais étroitement liées. D'une part, elle naturalisait les configurations spatiales en tant que faits accomplis (par exemple, les frontières nationales et les divisions politiques et administratives à l'intérieur d'un État), comme si la détermination des espaces n'était pas un processus politique, simultané à celui de l'organisation d'une société. D'autre part, cette occultation est responsable de la création d'un imaginaire collectif déterminé, qui a intégré le lien inhérent du territoire avec l'État. Comme si d'autres groupes ou collectifs n'étaient pas aussi des acteurs qui s'approprient et créent des espaces, devenant ainsi des agents légitimes de l'ordonnancement de leurs propres espaces de vie et de reproduction.

Cet imaginaire collectif puissant commence à être remis en question à partir des années 1970 (et avec plus de force dans les décennies suivantes), aussi bien dans le monde universitaire (grâce à l'influence fondamentale de l'œuvre de Lacoste) que dans les mouvements sociaux qui commencent à s'organiser en se basant sur les nouvelles stratégies discursives. Les mouvements indigènes et afro-américains ont lancé une mobilisation pour la reconnaissance de la diversité culturelle, ce qui a fait monter à la surface le fait que les États nationaux, loin d'être constitués par une unité culturelle et territoriale homogène, comportent énormément de particularités culturelles systématiquement piétinées par l'ordonnancement territorial étatique, qui est accusé d'être un 'désordonnancement' des modes de vie des différents peuples. En se fondant sur une analyse critique de l'État hégémonique, ces groupes mettent en question la naturalisation de l'association directe de l'État, la nation et le territoire, pour essayer de défaire ce mythe fondateur de ce qu'on appelle « les temps modernes ».

Groupés autour de la revendication du territoire et de l'autonomie, ces mouvements ont énoncé clairement l'existence de formes diverses d'appropriation et d'utilisation du territoire, de rapports

différents avec la nature et de types différents d'organisation politique et économique, et ils ont lutté pour essayer d'obliger l'État à reconnaître leurs différentes géographies. Leurs réclamations confrontaient directement le système de développement et d'organisation sociale de type colonialiste, et proposaient de rompre avec le pouvoir qui en découlait, mais aussi avec les savoirs qui sont à son service, grâce à des transformations politiques, épistémiques et territoriales.

Le cas des organisations indigènes latino-américaines (celles surtout de l'Équateur, la Bolivie, le Mexique et la Colombie) est peut-être le plus emblématique en ce qui concerne le changement de discours sur cet imaginaire. En politisant leur identité et en considérant comme un aspect fondamental leur différence ethnique, ceux qui s'identifiaient jusque là comme des paysans vont modifier radicalement leurs discours et leurs stratégies. Ainsi, l'ancien combat pour la terre s'est élargi et il s'est transformé en un combat pour le territoire, l'autodétermination et l'autonomie. Cependant, la revendication de la diversité culturelle (et des territorialités respectives) au sein de l'État ne se limite pas au mouvement indigène : d'autres secteurs urbains, noirs, paysans, cueilleurs (comme les seringueiros du Brésil), ont commencé à se rassembler, à partir des années 80, autour d'un discours qui réclame la reconnaissance ou le respect des revendications d'autonomie territoriale au sein des États nationaux.

En contact permanent avec ces mouvements et avec les sciences politiques, la géographie a traversé elle aussi une période de réexamen critique, à partir de laquelle la neutralité supposée de la production universitaire et scolaire a commencé à être mise en doute. La « nouvelle géographie » de l'école brésilienne, avec en tête Milton Santos, Carlos Walter Porto Gonçalves ou Rogério Haesbaert, a élargi sa vision des aspects politiques et territoriaux pour cesser de les associer exclusivement à l'État. Le territoire et les rapports de pouvoir ont commencé à être perçus d'un point de vue plus large, à travers les multiples sujets qui partagent l'espace. Le territoire cesse d'être un monopole d'État, la géographie devient un outil pour marquer ou démarquer la terre, pour la 'graphier', afin que les groupes subalternes puissent se l'approprier, de façon matérielle et symbolique. C'est pourquoi le territoire n'est pas un fait préalablement établi, mais le résultat d'une lutte d'intensité variable de divers acteurs pour l'appropriation d'un espace déterminé qui est continuellement redéfini.

Il nous semble fondamental que les mouvements sociaux se réapproprient de façon critique le concept de territoire, et qu'ils fassent appel à la cartographie de leurs territoires pour déterminer leur propriété dans les conflits dus aux nombreux dépouillements. Du point de vue de la géographie critique, nous pensons que l'exercice de la cartographie communautaire peut être un outil de lutte et de transformation sociale, une source de pouvoir pour les sujets politiques qui font face à la territorialisation du capital dans leurs espaces de vie. Elle peut être une façon de créer des imaginaires collectifs et individuels où l'appropriation du territoire face à l'État et aux entreprises devient légitime, une façon de stimuler chez les générations plus jeunes les processus de (re)connaissance du territoire, en dialoguant avec les personnes plus âgées qui le connaissent, dans un contexte d'abandon de l'identification paysanne.

Il est fondamental d'éliminer la hiérarchisation des connaissances entre ceux qui ont un diplôme en géographie et les communautés qui engendrent le territoire. Le format final de la cartographie qui en découlera sera différent suivant les objectifs : il y aura des processus d'inventaire sans aucune carte, des cartes mentales, des cartes à diagrammes, des productions artistiques, des plans de vie basés sur un contre-ordonnancement territorial, des cartes cartésiennes avec toutes les conditions légales requises, etc. Tout dépendra de l'importance de la réclamation, du besoin organisationnel. Néanmoins, il ne faut jamais oublier que la géographie sera toujours une arme de guerre. Lacoste nous rappelle qu'on peut, sans aucune mauvaise intention, livrer à l'ennemi l'information la plus

précieuse. Si la cartographie est conçue comme une fin et non comme un moyen, il existe le risque qu'elle fasse un apport considérable aux stratégies de l'État et des entreprises capitalistes. En outre, la cartographie communautaire elle-même a été un des outils les plus utilisés par les intermédiaires des entreprises pétrolières auprès des communautés, par des fonctionnaires ministériels qui ont intérêt à détruire des territorialités indigènes, par des ONG écologistes ou par des capitalistes qui visent à faire des plantations d'arbres, pour n'en donner que quelques exemples parmi les plus connus. La géographie critique sera un apport positif à condition qu'elle regarde la dispute pour le territoire entre plusieurs sujets politiques et qu'elle choisisse de mettre ses outils au service de l'appropriation territoriale des peuples dépouillés. Dans cette optique, la cartographie communautaire peut être une des tactiques à utiliser.

Manuela Silveira et Manuel Bayón, geografiacriticaecuador@gmail.com
Colectivo de Geografía Crítica del Ecuador

La version intégrale de l'article originel est disponible sur https://geografiacriticaecuador.org/2016/04/10/mapeo-comunitario-geo-grafiando-para-la-resistencia/.

Quelques ouvrages fondamentaux de géographie critique sur lesquels est fondé ce texte :

LACOSTE, Yves (1990 [1976]). La geografía: un arma para la guerra. Barcelona: Editorial Anagrama.
SANTOS, Milton (1978). Por una Geografía nueva. São Paulo: Hucitec/EdUSP. https://geografiacriticaecuador.files.wordpress.com/2013/01/santos-por-una-geografc3ada-nueva-completo.pdf.
PORTO GONÇALVES, Carlos Walter (2003). Geografando nos varadouros do mundo. Brasília: IBAMA.
HAESBAERT, Rogério (2008) "Dos múltiplos territórios à multiterritorialidade". Dans : HEIDRICH, Álvaro [et d'autres] (org.). A emergência da multiterritorialidade: a ressignificação da relação do humano com o espaço. Canoas/Porto Alegre: Éd. ULBRA/EdUFGRS.